

## Conférence sur le Burundi convoquée dans l'urgence mardi soir à Bruxelles

RTBF, 3 juin 2015 Burundi : une démocratie en péril, "si les armes rentrent, c'est foutu!" L'auditoire de l'ULB était plein à craquer mardi soir, pour une conférence sur le Burundi convoquée dans l'urgence. Les Burundais de la diaspora sont venus des quatre coins de Belgique pour y assister, dans une ambiance presque religieuse. Il est vrai que selon certains, les indicateurs sont au rouge. Le Burundi serait au bord du précipice. Depuis plus d'un mois, le Burundi s'enfonce dans la crise. La candidature du président Nkurunziza pour un troisième mandat est jugée massivement contraire à la Constitution, et aux accords de paix d'Arusha. Nombreux sont ceux qui s'inquiètent.

Les manifestations pacifiques, qui ont commencé dès le 26 avril, sont violemment réprimées, une tentative de coup d'État a été jouée. Dans la foulée, les radios indépendantes ont été détruites. Seule la radio-télévisuelle encore, ce qui prive les burundais de toute information indépendante et pluraliste. Des dizaines de militants de la société civile se cachent ou sont partis en exil, et plus de 170 000 Burundais auraient franchi les frontières pour se réfugier dans les pays limitrophes. Les observateurs envoyés par l'Union européenne ont plié bagage. L'Église catholique désengage le processus électoral. Deux membres de la CENI, la commission électorale indépendante ont fui le pays. Les pays d'Afrique de l'est ont demandé le report des élections jusqu'à la mi-juillet. Le gouvernement burundais ne s'est pas encore prononcé publiquement sur la question. La Belgique attentive La Belgique a posé une série d'actes symboliques forts: suspension de la coopération avec la police burundaise, annulation du financement du processus électoral, et menace de suspension de la coopération bilatérale au cas où le président Nkurunziza s'obstinerait et est réélu pour un troisième mandat. Mais quel impact cela aura-t-il sur la population? Ne risque-t-elle pas d'en faire les frais? La coopération bilatérale belge passe 50 millions d'euros par an, dont les 2/3 vont à des projets dans l'agriculture, l'éducation et la santé. Pour Peter Moors, chef de cabinet du ministre de la coopération au développement, le défi est d'identifier des partenaires burundais que la Belgique pourra aider directement, sans passer par le gouvernement. L'ambassade de Belgique au Burundi est chargée d'identifier ces associations citoyennes, ces médias ou ces organisations non gouvernementales. Risques de dérapage Thomas Van Acker, de l'Université de Gand, rentre d'une mission récente au Burundi. Il dresse le portrait type des manifestants. "Ce sont surtout de jeunes hommes, de classe inférieure, diplômés, chômeurs, étudiants, hutus et tutsis; il n'y a pas de différenciation ethnique, même si les quartiers contestataires sont plutôt tutsis. Leur point commun, c'est l'absence de perspective d'avenir, le désespoir. Le "non" au troisième mandat les galvanise, mais leurs revendications sont plutôt dictées par la frustration", explique-t-il. Il précise également qui sont les fameux "Imbonerakure", ces jeunes appartenant à la milice formée par le parti au pouvoir, le CNDD-FDD. "Il faut nuancer le terme de 'milice'. Au sein du mouvement, il y a un clivage entre les adhérents récents, et les 'maquisards', ceux qui étaient dans le maquis avant 2008, et qui ont été entraînés de façon militaire. Ils ont des armes et des uniformes. C'est un noyau dur, dangereux. Ils sentent la peur dans les collines, et menacent tous ceux qui osent contester le parti au pouvoir. Il y a un risque que ce groupe affilié au cercle du président s'implique dans la répression. Mais il y a également un potentiel de violence du côté des manifestants. Les jeunes réclament des armes dans les quartiers en ébullition", ajoute Thomas Van Acker. "Le coup d'État manqué a créé des divisions au sein de l'armée. Il y a eu des défections. Il y a un risque que ces militaires déserteurs fondent ou rejoignent une rébellion, avec tous les risques de dérapage que cela comporte", conclut notre interlocuteur. Presse muselée Ernest Sagaga dirige la Fédération internationale des journalistes. Il est d'autant plus sensible à la situation burundaise qu'il est rwandais d'origine. Il rappelle que depuis le putsch manqué, la situation des médias indépendants a empiré. Les radios ont été détruites. Des escadrons de la mort recherchent certains journalistes, 35 d'entre eux ont fui vers des pays limitrophes. C'est le cas de Bob Rugurika, directeur de la RPA, la radio publique africaine. Seul le journal papier Iwacu continue à paraître, avec d'énormes difficultés financières. Selon Mr Sagaga, depuis 2010, les médias indépendants étaient dans la ligne de mire du pouvoir. À défaut d'une opposition structurée, ils étaient devenus le véritable adversaire politique du régime. D'autant que ces médias avaient pour coutume de fonctionner ensemble, par le biais d'une "synergie", en mettant en commun leurs équipes, pour couvrir les grands événements. Par cette solidarité, les médias burundais étaient devenus un véritable contre-pouvoir. Le pouvoir avait bien compris que s'il voulait conserver le monopole du débat politique, il devait casser les médias. C'est chose faite. A l'heure actuelle, deux ONG, PANOS et la Benevolencia s'activent pour ressusciter au moins une radio. Mais, souligne Ernest Sagaga, comment protéger les journalistes qui restent au pays? "Si les armes rentrent, c'est foutu!" L'ancien ambassadeur du Burundi en Belgique, Julien Nahayo rappelle les racines politiques de la situation actuelle. "Depuis l'installation de Pierre Nkurunziza (en 2005), des décisions ont été prises qui expliquent la situation actuelle. Les Imbonerakure formés pendant des années à primer toute voix discordante ont été envoyés en RDC pour un entraînement militaire. Ils ont rencontré des Interahamwe (rebelles hutus rwandais). Les partis politiques ont été systématiquement divisés. Des ailes dissidentes ont été créées. Les "anciens" ont été écartés. De ce fait, l'opposition a été annihilée. Il y a eu un acharnement particulier contre le parti FNL d'Agathon Rwaso. De nombreux cadres de ce parti ont été assassinés, explique l'ambassadeur, car c'est un parti soutenu par les hutus, et donc menaçant pour le CNDD-FDD. En 2013, une loi a été votée, obligeant les journalistes à révéler leurs sources. Certains sujets sont devenus tabous, comme la guerre, la corruption..." Pour Julien Nahayo, c'était une façon de tuer le journalisme. Il demande à la Belgique de rester attentive à ce que le Burundi reste à l'agenda européen, et que le gouvernement belge refuse de reconnaître un gouvernement burundais issu d'élections illégales. Il suggère également que d'autres sanctions soient prises, comme le gel des avoirs, ou l'interdiction de visas pour certaines personnes. Dans la salle, un Burkinabé et un Congolais prennent la parole. Le premier appartient au mouvement "le balai citoyen" qui a aussi chassé le président Blaise Compaoré. Il assure les Burundais du soutien citoyen des Burkinabés, les encourage à rester pacifiques. "Si les armes rentrent, c'est foutu!", prêche-t-il; Le jeune médecin congolais représente le mouvement de contestation Filimbi, qui s'oppose également à un troisième mandat que convoite le président Joseph Kabila. "Voici nos armes un carton rouge et un sifflet!", lance-t-

il. Un vieil homme se lève, grave. "Il y a des listes qui circulent au pays avec des noms de journalistes, de militaires et de militants à éliminer. Et le discours du CNDD-FDD à ses militants échauffés fait froid dans le dos: 'Sortez les hoes et les machettes!'", raconte-t-il. La salle se tait. Françoise Wallemacq